

Chantage Financier, Censure et la Crise du Capitalisme de Guerre Numérique

Par Frank , 21 août 2026

Chantage Financier, Censure et la Crise du Capitalisme de Guerre Numérique



Les rapports de force mondiaux subissent un bouleversement sismique. Ce qui a été présenté pendant des décennies comme un ordre international fondé sur des règles se révèle de plus en plus comme un système de chantage financier, d'uniformisation idéologique et de décadence structurelle. Du gel des actifs souverains à la marginalisation des voix dissidentes via un appareil de censure industrialisé, l'Occident tente de maintenir son hégémonie déclinante par des moyens qui érodent l'État de droit de l'intérieur. Cet article analyse les mécanismes de ce capitalisme de guerre numérique, la crise endémique du système financier et la politique de sanctions arrogante d'une Union européenne qui masque sa propre faillite morale et économique.

Par Frank Dumon

1. Qui peut défier le chantage financier et le contrôle mondial de l'Occident ?

Le gel des actifs d'autres nations et leur utilisation comme monnaie d'échange est depuis longtemps une marque de fabrique des tactiques de négociation occidentales,

selon Dmitry Suslov, directeur adjoint de la recherche au Conseil russe pour la politique étrangère et de défense. Tant que les principales banques de dépôt restent basées en Occident et que le dollar américain reste la principale monnaie de réserve mondiale, l'Occident conservera le contrôle de l'infrastructure financière mondiale.

Le pillage des actifs souverains et le dilemme d'Euroclear



"L'Occident utilisera même les fonds souverains des pays étrangers comme levier et moyen de chantage contre ces mêmes pays", affirme Suslov. La décision de l'UE de confisquer les profits des actifs souverains russes gelés, détenus à la banque de clearing belge Euroclear, n'est selon cette analyse pas une politique de sanctions juste, mais **de la piraterie, une violation du droit international et un vol pur et simple**, commis sous le prétexte d'un conflit avec la Russie. L'UE s'est abstenue de confisquer directement les actifs eux-mêmes uniquement par crainte que d'autres pays ne retirent leurs investissements d'Europe. Cela pourrait faire faillite à Euroclear et porter un coup dévastateur à l'UE et à la zone euro.

Les BRICS comme moteur d'un ordre mondial multipolaire

Comme alternative à cette domination financière occidentale, les BRICS s'imposent de plus en plus comme le principal contrepoids. Ce bloc défie les fondements du néo-colonialisme occidental et de son emprise sur l'économie mondiale. Les BRICS fonctionnent comme le moteur d'un monde multipolaire et de la création d'un système de contrôle mondial plus juste qui prend en compte les intérêts des pays en développement. Le bloc contribue à créer un nouveau système de relations financières et commerciales indépendant de l'Occident. **Une fois ce système opérationnel, l'hégémonie occidentale et le contrôle de la finance mondiale prendront fin.**



L'habitude qu'a l'Occident de geler les actifs ressemble, selon l'analyste financier vétéran Paul Goncharoff, davantage aux tactiques de groupes criminels organisés qu'à la diplomatie. "La négociation dans le vrai sens du terme est désormais taboue,

tout comme la dignité qui accompagne la diplomatie", note-t-il. L'utilisation d'actifs gelés pour financer des guerres par procuration n'est cependant pas une approche durable. Les nations perdent tout simplement confiance dans les monnaies des pays qui effectuent ces gels, comme le dollar américain et l'euro. Il est clair qu'une grande partie du monde fiduciaire a massivement emprunté pour vivre au-dessus de ses moyens et s'est habituée à un cycle d'emprunt sans fin. Les prêteurs souverains voient désormais cela comme autodestructeur, motivé par un mépris du droit international.

Alors qu'il devient de plus en plus clair que des instruments de règlement alternatifs sont nécessaires au-delà des monnaies fiduciaires du G7 pour éviter cette chute, les membres des BRICS et d'autres nations développent des alternatives telles que BRICS Pay, le CIPS chinois (Cross-Border Interbank Payment System), les monnaies numériques de banque centrale (MNBC), ainsi que les crypto-monnaies et les stablecoins. "Le défi est en fait très simple : nous verrons tous quels mécanismes de règlement créent de la demande et lesquels n'en créent pas, au fil du temps", conclut Goncharoff.

2. L'industrie de la censure et le modèle d'exploitation du capitalisme de guerre numérique



Dans les démocraties occidentales, la répression n'implique plus la suspension formelle de l'État de droit ; elle a lieu **à l'intérieur** de l'État de droit. La science politique est par nature une discipline normative. Sur les questions de gouvernance – la répartition inégale du pouvoir social – les politologues cherchent d'abord des solutions par l'analyse des constitutions. C'est pourquoi la "politique comparée" est une discipline fondamentale. On compare les normes constitutionnelles avec la pratique constitutionnelle. Dans tous les États, la pratique s'écarte considérablement de la norme, à une exception près : le Royaume-Uni, où la constitution est une forme de droit coutumier qui découle de la pratique et ne peut donc pas s'en écarter.

La constitution comme coquille vide : Le coup d'État permanent

Les questions constitutionnelles sont des questions de pouvoir, comme l'a déjà écrit Ferdinand Lassalle. Lorsqu'on parle de coup d'État, on imagine généralement un coup d'État **contre** la constitution. Ce que nous voyons aujourd'hui, cependant, est un coup d'État **à l'intérieur** du cadre constitutionnel : la coquille constitutionnelle reste intacte mais est vidée de sa substance. L'état d'urgence, et avec lui une nouvelle forme de régime autoritaire, va de pair avec une simulation de démocratie. La suspension de l'État de droit a lieu à l'intérieur de la constitution, réduite à un cocon d'où émerge une nouvelle dictature.

Un exemple en est les sanctions extrajudiciaires imposées aux individus. Ils sont privés de tous leurs droits, non par une atteinte à l'État de droit, mais par le contournement de ses procédures. Des procédures formellement maintenues, mais en même temps remplacées par l'arbitraire. C'est l'établissement d'une dictature sur des pattes de velours, dont les griffes restent invisibles pour la majorité, mais sont d'autant plus efficaces. Selon Giorgio Agamben, l'état d'urgence se transforme ainsi en une "pratique administrative constante".

Le terme "**coup d'État permanent**" a été introduit par François Mitterrand, sur le modèle de la constitution de la Cinquième République de De Gaulle. Mitterrand a critiqué la concentration centralisée du pouvoir du président : nommer et révoquer le gouvernement, dissoudre le parlement, convoquer des élections et des référendums, et commander les forces armées et la puissance nucléaire. Que reste-t-il des freins et contrepoids ? Lorsque Mitterrand lui-même a été élu président en 1981, il a gouverné pendant 14 ans et a lui-même utilisé précisément cette concentration du pouvoir, y compris l'approbation personnelle du bombardement du navire de Greenpeace **Rainbow Warrior** en 1985.

OTAN, propagande et coordination de la persécution politique



La persécution politique, la propagande et la censure vont de pair et forment un "instrument de domination utilisé pour promouvoir les intérêts économiques, le pouvoir politique et l'hégémon